

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne

Angoulême, le 03/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/02/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SCEA DU MAINE FONTAINE

785 RUE DE LA DISTILLERIE
16300 Criteuil-La-Magdeleine

Références : 2025 270 UbD16-86 Env

Code AIOT : 0003104334

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/02/2025 dans l'établissement SCEA DU MAINE FONTAINE implanté 785 RUE DE LA DISTILLERIE 16300 CRITEUIL-LA-MAGDELEINE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCEA DU MAINE FONTAINE
- 785 RUE DE LA DISTILLERIE 16300 CRITEUIL-LA-MAGDELEINE
- Code AIOT : 0003104334
- Régime : Autorisation

La société SCEA DU MAINE FONTAINE est autorisée, par arrêté préfectoral du 6 septembre 2022, à exploiter 3 chais de vieillissement d'eau-de-vie de Cognac totalisant une capacité de stockage 1 260,9 m³.

Lors de la présente visite d'inspection, seul le 1^{er} des 3 chais prévus est construit et en service.

Contexte de l'inspection : Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection : Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection	Proposition de délais
5	Vérifications du système de détection incendie	Arrêté Préfectoral du 06/09/2022, article 7.4.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Séparateur eau/hydrocarbures	Arrêté Préfectoral du 06/09/2022, article 4.3.4
2	Clôture	Arrêté Préfectoral du 06/09/2022, article 7.2.4
3	Vérification des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 06/09/2022, article 7.4.2
4	Protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 04/10/2010, article 21
6	Réserve d'eau de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 06/09/2022, article 7.8.3

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort de la visite d'inspection que l'exploitant a mené les actions correctives attendues suite à la précédente visite d'inspection réalisée en 2023, à l'exception de celle concernant la mise en place d'un séparateur eau/hydrocarbures pour laquelle il demande un aménagement de prescription.

L'inspection considère que cette demande d'aménagement est recevable et propose au préfet un arrêté préfectoral complémentaire pour en prendre acte.

L'ensemble des constats ayant motivé la mise en demeure du 4 juillet 2023 sont désormais considérés comme levés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Séparateur eau/hydrocarbures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/09/2022, article 4.3.4	
Thème(s) : Risques chroniques, Eau	
Prescription contrôlée :	
Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes : (...)	
Points de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°2
Coordonnées (Lambert 93 - RGF 93)	X : 450 081 m - Y : 6 497 552 m (sortie du séparateur)
Nature des effluents	Eaux pluviales susceptibles d'être polluées (eaux pluviales ruisselant sur les voiries et les aires de chargement/déchargement)
Exutoire du rejet	Milieu naturel via une noue d'infiltration
Milieu naturel récepteur	Infiltrations : Calcaires et calcaires marneux du santorien-campanien BV Charente - Gironde (code sandre FRFG094)
Traitement avant rejet	Séparateur eau/hydrocarbures

Constats :Rappel du constat de la visite d'inspection précédente (2023)

Le séparateur eau/hydrocarbures prévu dans le dossier de demande d'autorisation initial et prescrit, avant rejet des eaux pluviales de voiries et de l'aire de chargement/déchargement vers la noue d'infiltration, n'a pas été installé.

Suite actée : mise en demeure par arrêté du 4 juillet 2023

Réponse de l'exploitant par courriel du 13 juillet 2023 :

L'exploitant sollicite un aménagement de cette prescription dans la mesure où :

- le trafic de véhicules est très faible sur le site (moins de un camion par mois en moyenne),
- et qu'en cas d'écoulement d'hydrocarbures, il est en mesure de le récupérer avec de l'absorbant.

Avis de l'inspection sur la demande d'aménagement

L'inspection considère que la demande d'aménagement de l'exploitant est recevable.

Constat lors de la présente visite d'inspection

L'exploitant ne dispose pas de stock d'absorbants à proximité de l'aire de chargement/déchargement

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Un aménagement de cette prescription est proposé au préfet. Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire en ce sens est joint au présent rapport.

Sans attendre la notification de cet arrêté, l'exploitant doit mettre en place une réserve d'absorbant à proximité de l'aire de chargement/déchargement comme annoncé dans sa demande d'aménagement de prescription.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Clôture

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/09/2022, article 7.2.4

Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement.
L'ensemble des installations est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.

Constats :Rappel du constat de la visite d'inspection précédente (2023)

Le site n'est pas clôturé.

Suite actée : mise en demeure par arrêté du 4 juillet 2023

<p><u>Réponse de l'exploitant par courriel du 13 juillet 2023 :</u> "La mise en place d'une clôture est prévue courant novembre 2023."</p> <p><u>Constat lors de la présente visite d'inspection</u> Le site est clôturé.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Vérification des installations électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/09/2022, article 7.4.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Rappel du constat de la visite d'inspection précédente (2023)</u> L'exploitant n'a pas fait effectuer de vérification de l'ensemble de l'installation électrique par un organisme compétent.</p> <p><u>Réponse de l'exploitant par courriel du 13 juillet 2023 :</u> "La vérification électrique du Chai a été faite le 26/06/2023." Le rapport transmis par l'exploitant fait état de 4 observations dont 1 urgente (câble nu).</p> <p><u>Constat lors de la présente visite d'inspection</u> L'exploitant a présenté le rapport de vérification des installations électriques réalisée par l'Apave le 20/06/2024. Ce rapport ne fait plus apparaître d'observations à résorber.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Protection contre la foudre

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/10/2010, article 21</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Foudre</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. (...)</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Rappel du constat de la visite d'inspection précédente (2023)</u> L'exploitant n'a fait réaliser de vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, de son système de protection contre la foudre.</p>

Réponse de l'exploitant par courriel du 13 juillet 2023 :

"La protection contre la foudre fait l'objet d'une révision pour tenir compte du temps de présence réel dans les chais."

Constat lors de la présente visite d'inspection

L'exploitant a présenté la nouvelle analyse du risque foudre réalisée en août 2023 par l'organisme, certifié Qualifoudre, BCM Foudre. L'analyse conclut à l'absence de nécessité de protection foudre à déployer sur site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Vérifications du système de détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/09/2022, article 7.4.2

Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques

Prescription contrôlée :

Les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie sont vérifiés périodiquement selon les référentiels en vigueur. Sans préjudice d'autres réglementations, l'exploitant fait notamment vérifier périodiquement par un organisme extérieur les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie suivants selon la fréquence définie ci-dessous :

Type de matériel	Fréquence minimale de contrôle
(...)	(...)
Système de détection incendie	Semestrielle
(...)	(...)

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Constats :

Rappel du constat de la visite d'inspection précédente (2023)

Les vérifications de maintenance et les tests du dispositif de détection automatique sont réalisés à fréquence annuelle et non semestrielle.

Constat lors de la présente visite d'inspection

L'exploitant a présenté un courriel de la société Verisure, installateur du système de détection incendie, dressant le bilan de tests effectués à distance le 03/02/2025 et concluant que le "système est parfaitement fonctionnel".

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- ➔ L'exploitant doit veiller à s'assurer qu'une vérification du système de détection incendie est bien réalisée tous les 6 mois et que les dates, les modalités de ces contrôles et les éventuelles observations constatées sont inscrites dans un registre.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Réserve d'eau de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/09/2022, article 7.8.3
Thème(s) : Risques accidentels, Défense contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit disposer de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> • (...) ; • une réserve d'eau constituée au minimum de 350 m³, d'une aire de pompage et d'au moins 2 prises d'eau munies de raccords normalisés et adaptés aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours ; • (...) ; • pour chaque chai : au moins deux robinets d'incendie armés équipés en dispositif à mousse avec un émulseur prévu pour l'extinction des liquides polaires de manière à assurer 3 minutes d'autonomie et permettant d'atteindre un foyer d'incendie par deux directions opposées.
<p>Constats :</p> <p><u>Rappel du constat de la visite d'inspection précédente (2023)</u> La réserve d'eau de 350 m³ n'a pas été installée. Le chai n°1 ne dispose que d'un seul RIA, qui n'est pas équipé en dispositif à mousse avec émulseur.</p> <p><u>Suite actée :</u> mise en demeure par arrêté du 4 juillet 2023</p> <p><u>Réponse de l'exploitant par courriel du 13 juillet 2023 :</u> <i>"La réserve d'eau sera installée en sept-octobre 2023. Le réseau d'incendie armé RIA a été modifié le 05/07/23 en Postes Incendie Additivé à raison de 2 PIA pour le chai."</i></p> <p><u>Constat lors de la présente visite d'inspection</u> La réserve d'eau de 350 m³ est installée. L'exploitant a présenté le PV de réception SDIS du 24/05/2024. Le 2° RIA est installé et dispose d'un bidon d'émulseur à proximité. Ainsi, la fonction de PIA est assurée pour ce dispositif.</p>
Type de suites proposées : Sans suite